

NOTE D'INFORMATION

Application de mesures sociales et de santé publique: l'utilisation des données pour trouver un équilibre entre les résultats en matière de santé publique et l'impact social et économique

Objectif

La présente note d'information décrit comment des mesures sociales et de santé publique (MSSP) peuvent être employées pour ralentir la propagation de la COVID-19 et recommande le recours à des seuils déclencheurs basés sur des faits probants pour démarrer et arrêter leur mise en œuvre. L'utilisation de données de santé publique, issues des sciences sociales et de données économiques peut améliorer le respect des règles par la population, limiter les impacts négatifs et renforcer les résultats en matière de santé.

Contexte

La COVID-19 est une maladie infectieuse qui provoque des affections respiratoires, dont les symptômes comprennent une toux, un état fébrile, et dans les formes graves, des difficultés respiratoires et une pneumonie pouvant entraîner le décès du malade. En avril 2020, plus de deux millions de cas ont été recensés dans le monde, avec des cas confirmés dans presque tous les pays. Environ une personne infectée sur cinq doit être hospitalisée, et les formes graves sont plus fréquentes chez les personnes de plus de 60 ans et celles présentant des pathologies préexistantes. La COVID-19 se transmet par des gouttelettes entre des personnes distantes de moins de 1,5 mètre l'une de l'autre, aussi l'adoption de règles d'hygiène plus strictes et de mesures de distanciation physique, appelées « mesures sociales et de santé publique (MSSP) », peut ralentir la propagation de la maladie et sauver des vies. En l'absence d'un traitement efficace ou d'un vaccin, les MSSP sont le seul outil dont disposent les gouvernements pour réduire le nombre de décès causés par la COVID-19. Mais ces MSSP peuvent avoir un effet dévastateur sur la situation économique et sociale. Il faut donc les appliquer avec prudence, les adapter à chaque contexte et les assortir de mesures d'aide, de mesures financières notamment, pour réduire les impacts négatifs sur les systèmes économiques et sociaux.

L'application draconienne de MSSP a permis de ralentir efficacement la propagation de la COVID-19 dans un certain nombre de pays, comme la Chine et la Corée du Sud, mais ces mesures peuvent avoir un effet dévastateur sur la situation économique et sociale. Elles doivent être utilisées avec prudence; les décisions doivent être fondées sur des données probantes et chercher à trouver un équilibre entre les bénéfices de santé publique dans le contexte d'une possible érosion des services de santé essentiels et la fragilisation des systèmes économiques et sociaux.

Rendez-vous sur le site [PreventEpidemics.org](https://www.PreventEpidemics.org) pour de plus amples informations.

Prevent Epidemics est un projet de [Resolve to Save Lives](https://www.ResolveToSaveLives.org), une initiative de [Vital Strategies](https://www.VitalStrategies.org).

Recommandations concernant la mise en œuvre de mesures sociales et de santé publique dans les contextes où les ressources sont limitées

UTILISER DES DONNÉES PROBANTES POUR ENCLANCHER ET SUSPENDRE LA MISE EN ŒUVRE DE MESURES SOCIALES ET DE SANTÉ PUBLIQUE

Une action précoce et décisive

L'expérience montre que si des mesures sociales et de santé publique sont appliquées de façon précoce et décisive, elles peuvent réduire drastiquement la gravité d'une épidémie, en limitant les pénuries de lits et d'autres fournitures et en sauvant des vies^{1,2}. Durant la pandémie de grippe de 1918, les villes des États-Unis qui ont adopté des MSSP rapidement et de façon généralisée ont été en mesure d'« aplatis la courbe », réduisant ainsi le pic de l'épidémie dans des proportions atteignant parfois 50%^{2,3}.

De récentes études conduites au début de l'épidémie de COVID-19 ont également montré que les mesures sociales et de santé publique appliquées à Wuhan (Chine) avaient eu une incidence notable⁴. Si celles-ci avaient été prises une semaine, deux semaines ou trois semaines plus tôt, elles auraient réduit encore le nombre de cas de 66%, 86% et 95%, respectivement, limitant alors sensiblement la propagation géographique de la maladie⁵.

La mise en œuvre réussie de mesures sociales et de santé publique requiert de la planification, la mobilisation de la population, une communication claire et la prise en compte de la manière dont elles peuvent perturber l'activité sociale et économique. Ces mesures doivent être instaurées sans attendre, adaptées au contexte et au profil épidémiologique locaux et continuellement ajustées en se fondant sur des données probantes.

Cumuler les mesures sociales et de santé publique pour accroître leur efficacité

Il est difficile de déterminer l'effet produit par telle ou telle des mesures sociales et de santé publique sur le taux de transmission de la COVID-19 au sein d'une population (taux de reproduction R_0); l'efficacité dépend de la manière dont les communautés adoptent et respectent ces dispositions, des interventions menées en parallèle, et d'autres variables comme la taille des familles et le niveau de contact intergénérationnel au sein d'une communauté. Cela dit, il apparaît clairement que les mesures sociales et de santé publique sont plus efficaces

- 1 Markel H, Lipman HB, Navarro JA, et al. Nonpharmaceutical Interventions Implemented by US Cities During the 1918-1919 Influenza Pandemic. *JAMA*. 2007;104(18):7582-7587. doi:10.1073/pnas.0610941104
 - 2 Hatchett RJ, Mecher CE, Lipsitch M. Public health interventions and epidemic intensity during the 1918 influenza pandemic. *Proc Natl Acad Sci*. 2007;104(18):7588-7593. doi:10.1073/pnas.0611071104
 - 3 Bootsma MCJ, Ferguson NM. The effect of public health measures on the 1918 influenza pandemic in U.S. cities. *Proc Natl Acad Sci*. 2007;104(18):7588-7593. doi:10.1073/pnas.0611071104
 - 4 Wang C, Liu L, Hao X, et al. Evolving Epidemiology and Impact of Non-Pharmaceutical Interventions on the Outbreak of Coronavirus Disease 2019 in Wuhan, China. *Epidemiology*; 2020. doi:10.1101/2020.03.03.20030593
 - 5 Lai S, Ruktanonchai NW, Zhou L, et al. Effect of Non-Pharmaceutical Interventions for Containing the COVID-19 Outbreak in China. *Infectious Diseases (except HIV/AIDS)*; 2020. doi:10.1101/2020.03.03.20029843
- 6 Ferguson NM, Laydon D, Nedjati-Gilani G, et al. Impact of non-pharmaceutical interventions (PHSMs) to reduce COVID-19 mortality and healthcare demand. 2020:20.

quand elles sont appliquées de façon combinée, ou cumulées, que lorsqu'elles sont mises en œuvre individuellement^{2,3}.

Des modélisations de l'épidémie effectuées au Royaume-Uni et aux États-Unis ont fait ressortir que la fermeture des écoles permettrait à elle seule de réduire de 12% le nombre d'admissions en réanimation, mais qu'elle pourrait aboutir à une réduction estimée à 80% si elle était associée à d'autres mesures (isolement à domicile, quarantaine pour les familles présentant un cas ou plus, distanciation physique à l'échelle de la population et protection des personnes vulnérables)⁶.

Les décideurs politiques doivent opter pour des mesures sociales et de santé publique qui soient possibles à mettre en œuvre et efficaces pour limiter la transmission de la maladie dans le contexte local. Des mesures plus strictes, telles que la fermeture des lieux de travail et le confinement de la population, doivent uniquement être envisagées en dernier recours dans les contextes où le nombre de cas prévus dépasse déjà les capacités du système de santé (par exemple, le nombre de lits dans les unités de soins intensifs). Ces mesures doivent être assorties de mesures d'aide pour limiter les perturbations économiques et sociales en résultant.

Quand mettre en place des mesures sociales et de santé publique

Recommandations

La mise en œuvre de mesures sociales et de santé publique oblige à trouver un juste équilibre. Plus elles sont prises tôt, plus elles ralentissent efficacement la propagation de la maladie, mais les appliquer de façon trop précoce peut être contreproductif, étant donné que les gens risquent alors d'être réticents à s'y conformer s'ils n'ont pas le sentiment qu'une menace tangible pèse sur eux-mêmes ou sur leur famille. Les décideurs doivent impliquer les leaders locaux et communiquer clairement et de manière cohérente sur la nécessité et la justification des mesures, en mettant en perspective le risque de propagation de la COVID-19 pour souligner le caractère légitime des sacrifices qui seront demandés à chacun. En même temps, il faut qu'ils restreignent l'application de ces mesures à la zone géographique minimale requise pour contenir l'épidémie.

Choisir les mesures qui conviennent

Les mesures sociales et de santé publique peuvent être regroupées en trois grandes catégories qui en guident la mise en œuvre et aident les gouvernements à décider du moment opportun pour les renforcer ou les assouplir et pour les appliquer ou les suspendre. Les trois catégories en question sont les suivantes:

- **« Limitées »** Ces MSSP sont d'un faible coût, peuvent être appliquées par les individus et ont relativement peu de répercussions négatives. Au moindre risque de COVID-19 dans une communauté, il convient que ces mesures soient mises en œuvre rapidement et accompagnées d'une communication claire sur les changements à apporter aux comportements.
- **« Modérées »** Ces MSSP sont plus efficaces pour réduire la transmission de la maladie mais perturbent davantage l'activité sociale et économique. Elles doivent être prises

6 Ferguson NM, Laydon D, Nedjati-Gilani G, et al. Impact of non-pharmaceutical interventions (PHSMs) to reduce COVID-19 mortality and healthcare demand. 2020:20.

dès qu'une transmission a lieu au sein d'une communauté, après qu'on a clairement communiqué sur leur objet et leur nécessité auprès de la communauté touchée. Il faut adopter en même temps des mesures d'aide afin de limiter l'impact de ces mesures sur les groupes, les familles et les petites entreprises vulnérables.

- **« Étendues »** Ces MSSP doivent uniquement être appliquées en cas de transmission communautaire importante et d'une hausse du nombre de nouveaux cas, par exemple lorsque cette hausse est enregistrée pendant trois jours consécutifs, ou lorsque les capacités du système de santé sont limitées et approchent du point de rupture. Il est souhaitable que l'introduction de telles mesures se fasse avec prudence et tienne compte de l'impact important qu'elles auront sur toute la société. Des mesures d'aide doivent être prises en même temps et seront cruciales pour garantir le respect des règles et réduire autant que possible les impacts négatifs. **VOIR ANNEXE 1 POUR DES EXEMPLES DE MESURES D'AIDE.**

TABLEAU 1. MISE EN ŒUVRE DE MESURES SOCIALES ET DE SANTÉ PUBLIQUE PAR GROUPE

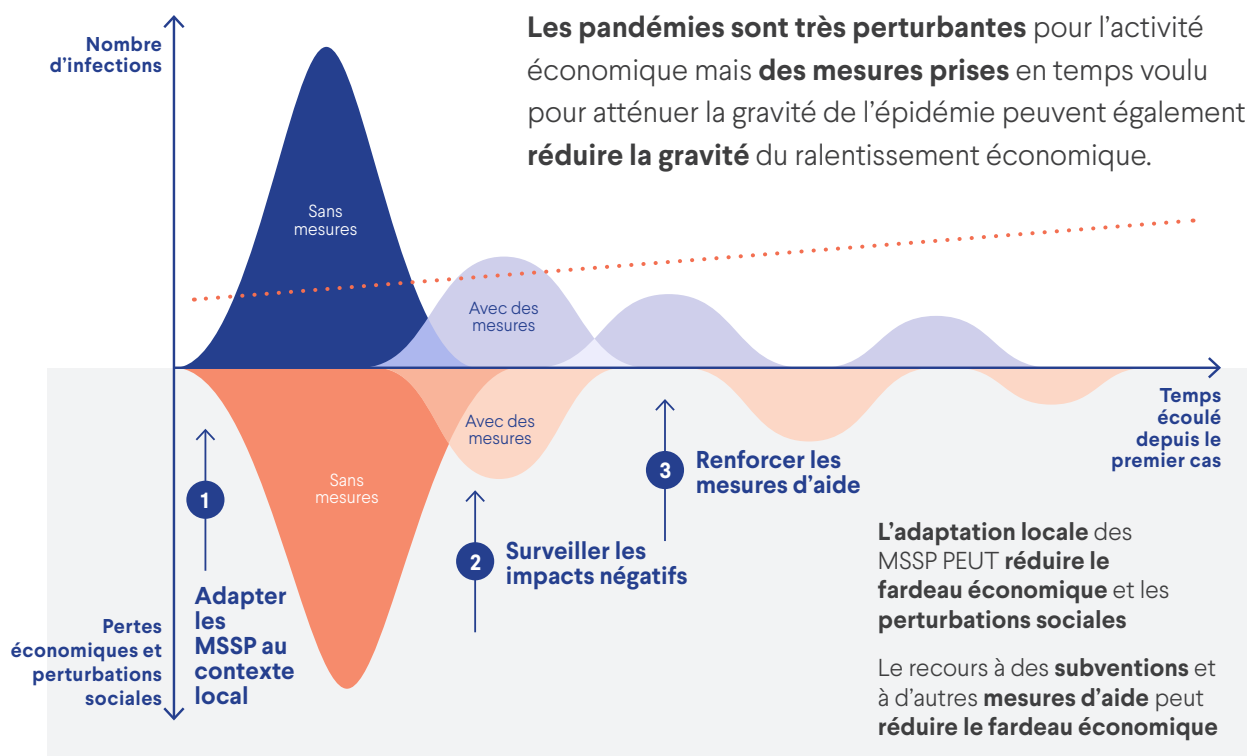
Contexte épidémiologique		La COVID-19 ne se propage pas encore largement au sein de la population	Transmission communautaire initiale détectée ou, faute de tests en laboratoire, suspicion élevée de transmission communautaire	Plus de trois jours consécutifs de hausse du nombre de cas et capacités limitées en termes de lits en réanimation
		Limitées	Modérées	Étendues
Ordre de mise en œuvre	Mesures sociales et de santé publique			
	Promouvoir l'hygiène des mains et l'hygiène respiratoire	✓	✓	✓
	Recommander de rester chez soi si l'on est malade	✓	✓	✓
	Identifier, tester et isoler rapidement les cas	✓	✓	✓
	Demander aux personnes-contacts de se placer volontairement en quarantaine	✓	✓	✓
	Contrôler et prévenir les infections pour protéger les soignants	✓	✓	✓
	Placer en isolement volontaire tous les cas légers et modérés (ou les isoler dans des contextes non hospitaliers, comme des dortoirs ou des chambres d'hôtel)		✓	✓
	Annuler ou adapter les rassemblements de masse		✓	✓
	Fermer les écoles (encourager l'enseignement à distance quand c'est possible)		✓	✓
	Protéger les populations vulnérables (en mettant en place des mesures de distanciation sociale plus strictes)		✓	✓
	Modifier le fonctionnement des transports publics, y compris sur le plan de la désinfection		✓	✓
	Fermer tous les lieux de travail non essentiels (encourager le télétravail quand c'est possible)			✓
Confinement de la population			✓	

***Remarque:** On a constaté que des mesures telles que les fermetures de frontière et les restrictions de déplacements ne retardaient que de quelques jours l'apparition de nouveaux cas dans de nouvelles zones. Bien qu'il y ait été fait largement recours durant l'épidémie de COVID-19, peu d'éléments tendent à prouver qu'elles « aplatissent la courbe ». Ces mesures sont considérées comme « étendues » et à fort impact négatif, mais – contrairement aux autres mesures étendues – elles sont particulièrement utiles au début de l'épidémie, quand l'objectif principal consiste à contenir l'épidémie.

L'utilisation de mesures d'aide pour réduire les perturbations économiques et sociales causées par les mesures sociales et de santé publique

Une fois que des mesures sociales et de santé publique sont appliquées, il est capital de surveiller leur impact, en particulier sur les groupes vulnérables et les minorités. Elles sont susceptibles de favoriser le chômage et l'insécurité alimentaire, d'exposer des personnes à la violence domestique, et même de déclencher des émeutes ou des troubles à l'ordre public, comme on l'a vu durant l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest⁷. On peut limiter et gérer les retombées négatives quand les mesures sont adaptées avec discernement et équilibrées au moyen de mesures d'aide efficaces pour soutenir les communautés touchées. Le fait de comprendre les bénéfices, les obstacles à la mise en œuvre et les impacts sur la population peut contribuer à un meilleur respect des règles et permettre de moduler les mesures afin de trouver un équilibre entre le nombre de cas et les impacts des mesures appliquées.

FIGURE 1: RÉDUCTION DES PERTURBATIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES



Les communautés soumises à des mesures sociales et de santé publique sont souvent tentées de mettre fin à ces interventions le plus tôt possible dans le but de réduire leurs effets préjudiciables sur le plan économique. Cependant, il est prouvé que des mesures prises en temps voulu pour atténuer la gravité d'une épidémie peuvent aussi limiter le ralentissement économique à long terme. Durant la pandémie de grippe de 1918, l'activité économique réelle

7 Abramowitz SA, McLean KE, McKune SL, et al. Community-Centered Responses to Ebola in Urban Liberia: The View from Below. Bausch DG, ed. PLoS Negl Trop Dis. 2015;9(4):e0003706. doi:10.1371/journal.pntd.0003706

a chuté brutalement et durablement, ce qui a eu des conséquences à la fois sur l'offre et sur la demande⁷. Les villes qui ont appliqué des mesures strictes de façon précoce n'ont pas connu de ralentissement économique plus marqué ; au contraire, l'examen de l'activité manufacturière et des actifs bancaires indique que l'économie s'est mieux relevée dans les zones qui ont fait l'objet de mesures plus étendues⁸.

Adapter et atténuer

Pour réduire les perturbations économiques et sociales dues aux mesures sociales et de santé publique et améliorer le respect des règles par la population, les décideurs politiques doivent veiller à ce que les mesures qui ont été appliquées avec succès dans d'autres pays soient adaptées au contexte local et s'accompagnent de mesures d'aide spécifiques. Il faut que les responsables dialoguent avec les leaders communautaires et travaillent avec eux à cette adaptation pour accroître l'efficacité des mesures.

Les mesures sociales et de santé publique produisent pleinement leur effet quand elles sont conçues et mises en œuvre d'une manière qui respecte et s'appuie sur l'autonomie des individus et fait appel au devoir civique et à l'intérêt de la communauté. Celles qui encouragent la population à se conformer volontairement aux règles peuvent avoir le même impact sur la santé que des mesures contraignantes, sans compromettre la confiance de la communauté ni peser sur le système juridique.

L'annexe 1 décrit des adaptations locales possibles, ainsi que leurs aspects juridiques et éthiques, et propose des mesures d'aide pour réduire les impacts négatifs sur le plan socioéconomique. Nombre de pays d'Europe et d'Asie ont mis en œuvre de nombreuses mesures fiscales pour réduire le fardeau associé aux mesures sociales et de santé publique; en outre, il existe un certain nombre d'options à moindre coût qui sont susceptibles d'améliorer le respect des règles et de réduire les impacts négatifs si elles sont appliquées avec prudence et en coordination avec les populations touchées.

La levée progressive des mesures sociales et de santé publique

DESSERRER LE ROBINET, ET NON PAS OUVRIR LES VANNES

S'il est crucial que les sociétés confrontées à une épidémie appliquent rapidement des mesures sociales et de santé publique, il est également essentiel qu'elles assouplissent ces mesures de façon progressive et prudente, tout en restant prêtes à les remettre en place rapidement dans l'éventualité où le nombre de cas repartirait nettement à la hausse. Les décideurs politiques doivent ne lever qu'une ou deux mesures à la fois, en surveillant l'impact produit sur le nombre

8 Correia S, Luck S, Verner E. Pandemics Depress the Economy, Public Health Interventions Do Not: Evidence from the 1918 Flu. SSRN Electron J. 2020. doi:10.2139/ssrn.3561560

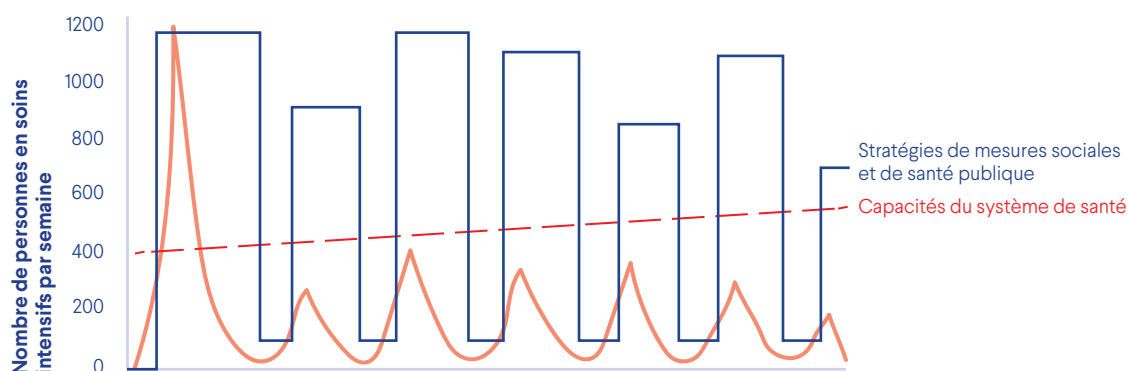
de patients et les capacités du système de santé pendant au moins deux semaines avant de lever d'autres mesures. Il convient de mettre fin d'abord à l'application des mesures étendues les plus préjudiciables pour la communauté, avant de passer à celles qui entraînent moins de perturbations.

Les responsables politiques doivent également ajuster les mesures sociales et de santé publique pour protéger les membres les plus vulnérables de la population. Par exemple, les personnes âgées de plus de 60 ans ou celles qui sont médicalement vulnérables peuvent avoir besoin de rester à l'abri chez elles, à l'écart des lieux de travail et des écoles, pendant plus longtemps que les autres. Cette approche flexible des MSSP permettra de réduire autant que possible les perturbations tout en veillant à ce que le nombre de cas n'excède pas les capacités des services cliniques et des systèmes de santé publique.

Pour adapter les mesures sociales et de santé publique, il est essentiel de faire en sorte que les décideurs politiques disposent des données qu'il leur faut pour pouvoir assouplir leur mise en œuvre – ou les lever complètement – en activant ou désactivant telle ou telle mesure sur la base des données épidémiologiques, du taux de transmission de la maladie, des capacités des hôpitaux et du système de santé, et des indicateurs de bien-être social et économique. En fonction de l'augmentation ou de la diminution du nombre de cas d'infection, les décideurs doivent ajuster le type et le nombre de mesures, pour réguler le « flux » de cas par la gestion de la transmission de la maladie au sein de la population. Cet ajustement constant des mesures peut résulter en plusieurs vagues de cas avec l'objectif de maintenir un nombre de cas qui reste dans les limites des capacités cliniques et de santé publique estimées, afin de pouvoir prendre en charge les patients dans de bonnes conditions. **VOIR FIGURES 2 ET 3.**

FIGURE 2 : MODULATION DES MESURES SOCIALES ET DE SANTÉ PUBLIQUE EN FONCTION DU NOMBRE DE CAS ET DES CAPACITÉS DU SYSTÈME DE SANTÉ⁹

Un suivi rigoureux et des décisions fondées sur des données probantes permettent d'adapter le **nombre de mesures sociales et de santé publique** utilisées pour **modifier la courbe**



Le suivi des données peut permettre de déterminer quand augmenter ou diminuer le nombre et adapter le type des mesures sociales et de santé publique utilisées pour aider à gérer le nombre de cas mais aussi les impacts négatifs.

Illustration d'une stratégie de réponse adaptative basée sur des seuils déclencheurs pour renforcer ou assouplir les stratégies de mesures sociales et de santé publique appliquées (ligne bleue) afin de maintenir le nombre de cas dans les limites des capacités du système de santé (ligne rouge) pour gérer les nouveaux cas de COVID-19 (ligne orange).

nomiques, des hausses de la violence ou une instabilité politique, les décideurs politiques peuvent avoir à faire un choix difficile entre le contrôle des cas et le rétablissement des normes communautaires. Cette décision n'est pas simple et doit être prise en tenant compte des retombées à long et à court termes. Des mesures d'aide complémentaires visant à réduire les effets négatifs doivent être mises en œuvre avant de lever les MSSP, et les décideurs doivent dialoguer continuellement avec les populations touchées pour trouver un équilibre entre la propagation de la COVID-19 et les mesures adoptées pour la maîtriser.

Les gouvernements doivent tirer le meilleur parti du temps que les mesures sociales et de santé publique leur donnent pour se concentrer sur l'amélioration des capacités de leur système de santé. Cela suppose de renforcer les capacités des soins intensifs mais aussi d'axer les efforts sur la prévention et le contrôle des infections afin d'assurer la sécurité des soignants. On a besoin de ces derniers non seulement pour gérer la COVID-19 mais également pour fournir d'autres services de santé essentiels.

9 Ferguson NM, Laydon D, et al. Impact of non-pharmaceutical interventions (NPIs) to reduce COVID-19 mortality and healthcare demand. Imperial College COVID-19 Response Team, London, March 16, 2020. <https://www.imperial.ac.uk/media/imperial-college/medicine/sph/ide/gida-fellowships/Imperial-College-COVID19-NPI-modelling-16-03-2020.pdf>

Ensuite, quand ils travaillent au déconfinement progressif de la société, il y a quatre actions essentielles de santé publique que les gouvernements doivent s'engager à mener et dans lesquelles il leur faut investir à l'avance. C'est la seule manière de rouvrir la société aussi tôt et aussi sûrement que possible et de prévenir une nouvelle propagation explosive de la COVID-19. Ces quatre actions font partie d'une stratégie appelée « Encerclons la COVID-19 » ([texte intégral du rapport](#)).

Dépister largement et fixer des priorités. Généraliser les tests de dépistage rapide pour détecter au plus vite les nouvelles infections.

Isoler les personnes infectées pour prévenir la propagation du virus. Apporter un soutien à toutes les personnes infectées pour enrayer la transmission du virus, quel que soit le cadre dans lequel ces personnes sont soignées. Il faudra fournir à celles qui n'ont pas besoin d'être hospitalisées, mais qui ne peuvent pas être prises en charge chez elles sans risque, un logement sûr et agréable où elles pourront demeurer tant qu'elles seront contagieuses.

Identifier les contacts ayant été potentiellement exposés. Pour parvenir à maîtriser la pandémie, il faut rechercher et informer les contacts des personnes infectées. Tout comme les gouvernements lancent une alerte à l'approche d'un ouragan, de sorte que les gens ainsi que leur famille puissent se protéger, les autorités doivent prévenir les personnes ayant été exposées au coronavirus pour qu'elles évitent de le transmettre à la communauté.

Placer les personnes-contacts en quarantaine. Les gens ayant eu des contacts avec une personne infectée et qui sont susceptibles de l'être sont les plus grands vecteurs de la pandémie. Il faut leur fournir un ensemble complet de services pour leur permettre de s'isoler chez eux pendant deux semaines et, ainsi, les empêcher de transmettre le virus.

Ces quatre mesures permettront de lever plus rapidement et à moindre risque les mesures sociales et de santé publique.

Suivi des données

Pour soutenir l'utilisation adaptative des mesures sociales et de santé publique, les pays doivent établir des critères clairs de suivi et d'évaluation, y compris des seuils de référence pour l'application et la suspension de ces mesures. Ces indicateurs seront propres au contexte mais il faut qu'ils reflètent l'équilibre à trouver entre les différentes priorités gouvernementales :

- limiter la propagation de la COVID-19 (indicateurs tels que le rythme d'apparition des nouveaux cas, le taux de mortalité ou encore le nombre de soignants infectés)
- renforcer les capacités de santé publique et du système de santé (indicateurs incluant les capacités en matière de tests et de traçage des personnes-contacts)
- limiter les dommages sociaux et économiques (y compris en ce qui concerne l'acceptabilité publique et le respect des mesures sociales et de santé publique, les rumeurs et fausses informations, la sécurité économique et alimentaire, ainsi que la violence et la sécurité). **VOIR ANNEXE 2 POUR DES EXEMPLES DE DONNÉES QUI CONSTITUENT DES SEUILS DÉCLENCHEURS.**

La collecte et l'analyse des données doivent être organisées de manière à permettre des interventions ciblées et à rendre compte de l'impact des mesures sur les groupes vulnérables ou minoritaires. Alors même que les gouvernements doivent fonder leur action sur des données probantes, ils peuvent se retrouver face à des dilemmes éthiques et moraux et devoir trancher en l'absence de données immédiatement disponibles. En pareilles situations, il est possible que des décisions de politique générale raisonnées soient prises en consultation avec les communautés ; toutefois, les gouvernements ont dès lors l'obligation de suivre l'impact de leurs décisions de manière à pouvoir les revoir ou changer de cap au besoin. **VOIR FIGURE 3 POUR UN EXEMPLE DE TABLEAU DE BORD PRÉSENTANT LES INDICATEURS CRITIQUES PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE POUR INFORMER LES DÉCIDEURS.**

FIGURE 3 : TABLEAU DE BORD PROPOSÉ POUR MESURER L'IMPACT ET L'EFFICACITÉ DES MESURES SOCIALES ET DE SANTÉ PUBLIQUE

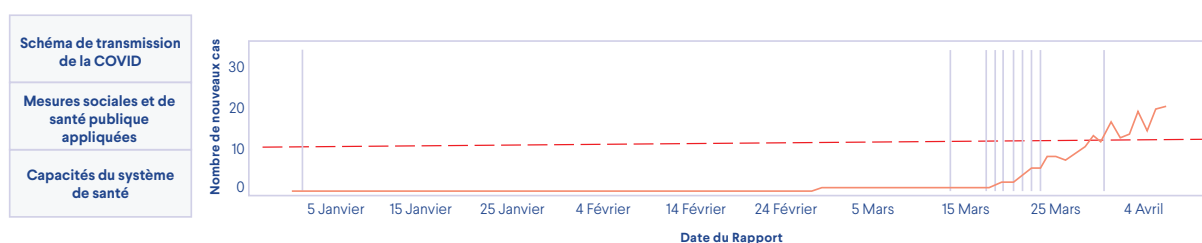


Tableau de bord et indicateurs proposés pour suivre l'équilibre entre les résultats en matière de santé publique et les impacts sociaux

Domaine	Stabilité politique	Incidences sur la population	Perceptions	Respect des règles
Indicateurs de traçage	Droits Humains	Accès aux services de santé	Perception des risques	Acceptation de la population
	Insécurité	Moyens de subsistance (sécurité alimentaire)	Prévalence des rumeurs et fausses informations	Respect des mesures sociales et de santé publique

Le recours à des données de suivi permet aux décideurs politiques de trouver un équilibre entre les résultats en matière de santé publique et les impacts socioéconomiques, en ajustant l'utilisation de mesures sociales et de santé publique et de mesures d'aide pour veiller à ce que le nombre de cas de COVID-19 ne surcharge pas les systèmes de santé et ne portent pas inutilement préjudice aux familles et aux communautés.

Conclusion

La pandémie de COVID-19 est sans précédent. Il y a encore beaucoup à apprendre sur la maladie et les effets qu'elle aura sur les personnes et les communautés, en particulier en Afrique. La base de données probantes sur laquelle repose l'utilisation de mesures

sociales et de santé publique est limitée et spécifique au contexte de leur application. Ce qui a fonctionné dans un pays doit être analysé et adapté avant d'être reproduit dans d'autres situations. Adaptation et apprentissage seront nécessaires pour une mise en œuvre équilibrée des MSSP, notamment dans les contextes où les ressources sont restreintes, où la diversité et l'ampleur des mesures d'aide peut être limitée, et où la résilience des familles peut être insuffisante et ne pas leur permettre de respecter ces mesures pendant plusieurs semaines, sans parler des mois qui peuvent s'écouler avant que l'on trouve un vaccin. Il ne faut pas non plus perdre de vue l'objectif général des mesures sociales et de santé publique : celles-ci permettent de gagner du temps afin de renforcer les capacités disponibles pour détecter et prendre en charge les cas de COVID-19 et pour protéger les services essentiels. Il est capital d'agir vite, et il est essentiel que la prise de décisions soit fondée sur des données probantes.

Programme sur les mesures sociales et de santé publique de Resolve to Save Lives pour lutter contre la COVID-19

Resolve to Save Lives a créé un partenariat avec les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies, le Forum économique mondial et Ipsos, une grande société d'études de marché, pour aider les décideurs de pays africains à appliquer efficacement des mesures sociales et de santé publique en leur fournissant des données en temps réel et des conseils sur l'impact de ces mesures sur les indicateurs sociaux et économiques. Une équipe de chercheurs collectera et analysera des mégadonnées issues de plusieurs sources, notamment les réseaux sociaux et les médias traditionnels, des enquêtes nationales, les données de suivi des téléphones portables, et des indicateurs de perturbations économiques et de troubles sociaux. Resolve to Save Lives fournira des conseils spécifiques et diffusera ses recommandations par le biais de divers canaux auprès des parties prenantes, notamment la société civile, les responsables et les décideurs politiques, et les chefs d'entreprises. Au fur et à mesure de l'évolution de la pandémie, un soutien et des conseils plus précis seront fournis aux pays où la prévalence de la maladie ou les risques sont élevés.

ANNEXE 1

MESURES SOCIALES ET DE SANTÉ PUBLIQUE ET MESURES D'AIDE

Mesure	Recommandations pour les contextes où les ressources sont limitées	Aspects juridiques et éthiques	Mesures d'aide visant à réduire l'impact négatif
<p>Identification, dépistage et isolement rapides des cas</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les personnes présentant des symptômes qui ont été placées en isolement doivent avoir accès à des installations et des soins médicaux adaptés. Il faut protéger leur vie privée dans la mesure du possible, tout en permettant un traçage des personnes-contacts. Il peut aussi être nécessaire d'isoler des individus asymptomatiques si leur test est positif. L'isolement d'un cas dans un logement dont les occupants sont trop nombreux peut entraîner une transmission au sein du foyer, mais le risque peut être atténué en identifiant des zones dans le logement (par exemple, une chambre séparée), en faisant un échange de logements ou en prenant pour hypothèse que tous les membres du foyer sont des personnes-contacts et en les mettant tous en quarantaine volontaire. Les capacités de dépistage et de traçage des personnes-contacts seront dépassées au pic de l'épidémie ; lorsque la transmission au sein de la communauté est généralisée, il faut conseiller aux personnes malades d'identifier elles-mêmes les symptômes, de s'isoler chez elles et de demander une prise en charge médicale si elles sont gravement malades. De la nourriture, un appui à la subsistance, une protection de l'emploi, la prise en charge des enfants, une aide à la communication et un soutien médical et psychosocial seront nécessaires pour une mise en œuvre soutenue et efficace, en particulier pour les groupes vulnérables dans les contextes où les ressources sont limitées. 	<ul style="list-style-type: none"> Désigner clairement l'autorité compétente pour enquêter sur les cas et les personnes-contacts et donner des instructions ou émettre des ordonnances imposant l'isolement. Veiller à la protection des données et préserver le droit des personnes au respect de leur vie privée. L'isolement doit être volontaire dans toute la mesure possible. Cependant, il faut des lois permettant au gouvernement de rendre l'isolement obligatoire si cela devient nécessaire. 	<ul style="list-style-type: none"> Encourager les membres de la communauté à identifier eux-mêmes rapidement s'ils sont malades. Combattre les obstacles et la stigmatisation qui peuvent empêcher le signalement. Fournir des informations simples et claires aux personnes malades – et aux membres de leur famille – pour qu'elles sachent où et quand demander des soins médicaux et comment prendre soin en toute sécurité des personnes malades au sein du foyer. Les données de santé sont sensibles. Éviter de publier des informations sur les personnes exposées pour lutter contre la stigmatisation et les risques associés. Il convient de prêter une attention particulière aux individus qui sont déjà en position de vulnérabilité ou de marginalisation dans la société. Adopter une définition claire de la notion de personne-contact qui soit basée sur la science et appliquée uniformément par les responsables de la santé publique. Communiquer clairement en cas de modification des définitions des cas. Dans la mesure du possible, répondre aux besoins des personnes qui dépendent d'individus isolés. Envisager l'isolement dans des contextes non hospitaliers tels que des complexes touristiques ou des hôtels pour réduire le risque au sein des logements qui comptent trop d'habitants pour que l'isolement soit possible. Fournir aux personnes en isolement un appui en matière de communication, comme des téléphones ou un accès à Internet, pour faciliter le suivi du traçage des personnes-contacts ainsi que le maintien des liens avec la famille et les amis. Fournir des produits de ménage et des kits basiques d'équipement de protection individuelle comprenant des masques et des gants, conformément aux directives de l'OMS. Encourager le nettoyage régulier des espaces communs du foyer plusieurs fois par jour s'il n'est pas possible d'aménager des espaces de vie séparés. Assurer la protection financière et la sécurité de l'emploi des personnes en isolement, par des congés maladie payés, une assurance-chômage, des dispenses de loyer/de remboursement de crédit, des exonérations sur les factures de services publics ou des reports de charges fiscales. Offrir une protection sociale étendue, y compris une couverture des soins de santé, des versements d'argent et des subventions alimentaires. Apporter un soutien social aux personnes isolées, sous la forme de livraisons de nourriture, d'eau, de médicaments, de vêtements et de produits d'entretien. Il convient également de garantir un accès à la communication, par Internet ou d'autres moyens. Fournir un soutien financier supplémentaire ou une autre forme de soutien aux personnes vivant seules, aux personnes en situation de handicap et aux familles dont les parents ou tuteurs sont malades. Envisager de prendre en charge les coûts associés aux tests et au traitement et les coûts associés à l'isolement, notamment pour le logement, l'alimentation, l'équipement de protection individuelle, les produits d'entretien, et d'autres services de base. Effectuer en avance le paiement des prestations sociales classiques et des chèques d'aide sociale. Mettre en place un mécanisme de versements d'argent sans condition conçu pour aider les travailleurs du secteur informel de l'économie dont les revenus sont perturbés, au moyen de téléphones mobiles, en prévoyant des versements plus importants pour les femmes (voir la tribune du Togo dans le Financial Times)
<p>Rester chez soi si l'on est malade</p>	<ul style="list-style-type: none"> La perte de revenus due aux congés maladie non payés et le risque de perte d'emploi peuvent avoir pour effet que les populations à faibles revenus ou vulnérables soient moins enclines à se conformer aux règles. 	<ul style="list-style-type: none"> Apporter un soutien social à la famille, notamment en assurant la fourniture de nourriture, de médicaments, de vêtements et de produits d'entretien. Établir des normes claires pour déterminer qui peut bénéficier d'avantages supplémentaires sur la base de la définition des cas et d'une procédure (par exemple, d'après une lettre du médecin). 	<ul style="list-style-type: none"> Identifier rapidement et avec exactitude la première personne malade au sein de la famille. Fournir des informations simples et claires pour que les personnes sachent quand et où demander des soins médicaux et comment s'occuper en toute sécurité des malades à la maison. D'autres considérations relatives à l'isolement (voir ci-dessus) s'appliquent. Assurer la protection financière et la sécurité de l'emploi des personnes en isolement, par des congés maladie payés, une assurance-chômage, des dispenses de loyer/de remboursement de crédit, des exonérations sur les factures de services publics ou des reports de charges fiscales. Offrir une protection sociale étendue, y compris une couverture des soins de santé, des versements d'argent exceptionnels, des subventions alimentaires, des dons non alimentaires en nature, etc.

Mesure	Recommandations pour les contextes où les ressources sont limitées	Aspects juridiques et éthiques	Mesures d'aide visant à réduire l'impact négatif
<p>Placement en quarantaine volontaire des personnes-contacts</p>	<ul style="list-style-type: none"> La quarantaine doit être volontaire plutôt qu'obligatoire. Pour promouvoir le respect des règles, il faudra entretenir un dialogue véritable et soutenu avec les communautés par l'intermédiaire des leaders locaux et avec des informations à jour et exactes provenant de sources centrales crédibles. Il faut éviter de faire intervenir les forces de l'ordre dans une communauté ou de la mettre en quarantaine si cela ne se justifie pas. Dans les cas où il est nécessaire de recourir à la quarantaine obligatoire, des mécanismes de dépôt de plainte et de recours doivent être mis en place et le public doit en avoir connaissance. 	<ul style="list-style-type: none"> Désigner clairement l'autorité compétente pour donner aux personnes et aux communautés des instructions sur la quarantaine, l'isolement ou la protection. Apporter un soutien social aux individus placés en quarantaine, notamment en assurant la livraison de nourriture, de médicaments, de vêtements et de produits d'entretien. L'imposition obligatoire de mesures sera pratiquement impossible et peut se retourner contre les autorités si la population ne fait plus confiance aux responsables en charge de la santé. La mise en quarantaine et l'isolement à domicile doivent être volontaires dans toute la mesure possible. Toutefois, il faut que des lois soient en place pour permettre aux gouvernements d'imposer la quarantaine ou l'isolement si cela devenait nécessaire. 	<ul style="list-style-type: none"> Pour une mise en œuvre soutenue et efficace, il faudra assurer la fourniture de nourriture, une aide à la subsistance, la protection de l'emploi, la prise en charge des enfants et un soutien médical et psychosocial. Si des mesures obligatoires doivent s'appliquer, des mécanismes de dépôt de plainte et de recours doivent être mis en place et le public doit en avoir connaissance.
<p>Communication sur les risques pertinente, exacte et rapide, adaptée aux communautés</p>	<ul style="list-style-type: none"> La communication sur les risques à chaque phase de transmission doit être adaptée pour veiller à ce que le public comprenne, accepte et respecte les mesures sociales et de santé publique appliquées. De tels efforts, qui comprennent un dialogue véritable et soutenu avec la population, sont de nature à renforcer la confiance dans les mesures prises, à combler les lacunes en matière d'information et à favoriser le respect des règles. 	<ul style="list-style-type: none"> Les procédures gouvernementales internes doivent exiger des autorités qu'elles communiquent au public des informations claires, cohérentes et transparentes. Les responsables gouvernementaux qui enfreignent les politiques en fournissant des informations fausses ou trompeuses ne doivent pas rester en poste. Il convient d'éviter de faire préapprouver ou valider les déclarations de responsables non gouvernementaux. En particulier, les professionnels de la médecine doivent être encouragés à partager des informations pertinentes sans craindre de sanctions personnelles ou professionnelles. Les messages erronés doivent faire l'objet de corrections officielles émanant de sources fiables. La censure ou les pénalités peuvent être contreproductives. Les poursuites pénales et autres sanctions sévères doivent être réservées aux cas extrêmes où des personnes communiquent délibérément des informations fausses et préjudiciables dans leur propre intérêt. Si des poursuites sont requises, le gouvernement doit fournir immédiatement au public une justification complète et authentique, et l'accusé doit avoir droit à un procès rapide et pouvoir faire appel. 	<ul style="list-style-type: none"> Assurer une communication par des voies multiples et à destination des différents groupes linguistiques. Identifier les groupes vulnérables, notamment les migrants ou les réfugiés, qui pourraient utiliser différents canaux ou ne pas parler la langue locale ; garantir une communication directe et pertinente pour ces groupes. Veiller à ce que les messages de communication sur les risques soient adaptés à la progression de l'épidémie et à ce que des orientations claires soient fournies pour les semaines suivantes. Prêter attention aux messages qui circulent dans différentes populations, pour que des informations appropriées soient adaptées aux différents publics. Promouvoir une communication qui fonctionne dans les deux sens avec les communautés pour comprendre les obstacles en temps réel et ajuster les efforts.

Mesure	Recommandations pour les contextes où les ressources sont limitées	Aspects juridiques et éthiques	Mesures d'aide visant à réduire l'impact négatif
<p>Hygiène des mains et hygiène respiratoire</p>	<ul style="list-style-type: none"> L'éducation à l'hygiène des mains améliore probablement l'efficacité de celle-ci, en particulier lorsqu'elle est combinée à d'autres mesures. Il est de plus en plus clair que l'utilisation de masques par le grand public permet de prévenir les infections, mais les masques chirurgicaux (plutôt que les masques N95) semblent suffire pour réduire la transmission par les personnes qui sont déjà malades. S'il y a assez de masques chirurgicaux pour une utilisation par la population, leur port doit être envisagé lorsque la transmission est importante au sein de la communauté. Un accès subventionné à l'eau et au savon ou au désinfectant pour les mains peut être nécessaire. Il faut interdire le gonflement des prix et l'accumulation de stocks. La mise à disposition de postes de lavage des mains à des endroits centraux, à l'extérieur des commerces et dans les écoles, peut améliorer le respect des règles et servir de rappel concernant les risques. 	<ul style="list-style-type: none"> Interdire le gonflement des prix et l'accumulation de stocks de savon, de désinfectant pour les mains, de masques et de produits de nettoyage. Établir et stocker des postes de lavage des mains dans les lieux publics, tels que les bâtiments gouvernementaux, les hôpitaux, les entreprises de services publics et les logements publics. Pour les personnes n'ayant pas accès à l'eau et au savon, faire l'acquisition et procéder à la distribution gratuite (ou subventionnée) de désinfectant pour les mains adapté. Confier clairement à des responsables publics le pouvoir d'allouer des ressources limitées en masques et d'autres fournitures de manière équitable, non discriminatoire et fondée sur des données probantes. L'hygiène respiratoire doit être encouragée, mais le fait de ne pas s'y plier ne doit pas être puni par la loi. Les pouvoirs publics doivent protéger les personnes qui sont reliées aux réseaux de services publics mais ne peuvent pas payer leur facture d'eau. L'eau doit être gratuite pendant la durée de la crise pour les personnes vivant dans la pauvreté et celles qui sont touchées par la crise. Les fournisseurs publics et privés doivent être contraints de respecter ces dispositions. 	<ul style="list-style-type: none"> Éduquer largement le public pour veiller à ce qu'il se lave régulièrement et correctement les mains, suive les prescriptions concernant la toux et nettoie les surfaces. Sensibiliser la population par des messages diffusés par des haut-parleurs, dans la langue ou le dialecte local ; obtenir des leaders locaux qu'ils enregistrent des messages. https://www.vooafrique.com/a/côte-d-ivoire-des-haut-parleurs-pour-sensibiliser-contre-le-COVID-19/5353139.html Prévoir des postes de lavage des mains aux points de rassemblement, à l'extérieur des commerces, dans les écoles et dans d'autres lieux très fréquentés. Assurer l'accès au savon, à l'eau, au désinfectant pour les mains et aux produits d'entretien, et leur distribution. Mettre à disposition du gel hydroalcoolique pour se laver les mains, même dans les juridictions qui interdisent l'alcool pour des raisons religieuses ou autres. Faire participer les commerçants et les entreprises à la diffusion de messages essentiels, notamment par la distribution de supports de communication prêts à l'usage pour les magasins et d'autres lieux publics. Faire en sorte que le gouvernement organise l'acheminement d'eau par camion à destination des zones d'habitat informel pour garantir l'accès d'urgence à l'eau potable et à des installations de lavage des mains dans les endroits clés.
<p>Prévention et contrôle des infections et protection des soignants</p>	<ul style="list-style-type: none"> Des stratégies comprenant des unités de traitement dédiées à la COVID-19, semblables aux Unités de traitement d'Ebola, et la mise en place de contrôles administratifs dans les structures de santé existantes afin de limiter autant que possible la propagation peuvent être efficaces lorsqu'on manque des ressources minimales nécessaires pour des mesures appropriées de prévention et de contrôle des infections. De telles mesures seront cruciales pour empêcher la perturbation des services de santé essentiels, qui peut aboutir à des décès sans rapport avec la COVID-19. 	<ul style="list-style-type: none"> S'assurer que les soignants ont accès à une formation et à un équipement de protection adaptés 	<ul style="list-style-type: none"> Garantir la disponibilité des documents de l'OMS consacrés aux produits de base dans le cadre de la pandémie de COVID-19. Inciter les fabricants à adapter leur production pour produire des biens essentiels (préachat ; garanties de paiement). Envisager de lever les barrières tarifaires à l'importation de l'équipement requis.
<p>Protection des populations vulnérables les plus à risque</p>	<ul style="list-style-type: none"> Bien que les données prouvant l'efficacité d'une stratégie de mise à l'abri soient limitées, certains groupes sont particulièrement à risque de développer une forme grave de la COVID-19 (admission en soins intensifs, décès). Des précautions accrues et des mesures de distanciation sociale prolongées pour ces populations, combinées au soutien adéquat en matière de subsistance, d'alimentation et de soins médicaux, peuvent permettre la levée progressive d'autres mesures de distanciation sociale tout en protégeant les populations vulnérables jusqu'à ce qu'un vaccin sûr et efficace soit disponible. 	<ul style="list-style-type: none"> Désigner clairement l'autorité compétente pour donner aux personnes et aux communautés des instructions relatives à la quarantaine, à l'isolement et à la protection. L'imposition obligatoire de mesures sera pratiquement impossible et peut se retourner contre les autorités si la population n'a plus confiance dans les responsables en charge de la santé. La mise à l'abri doit être volontaire dans toute la mesure possible. Si des mesures obligatoires doivent être appliquées, des mécanismes de dépôt de plainte et de recours doivent être mis en place et il faut que le public en ait connaissance. Il convient d'apporter un soutien social aux individus mis à l'abri, notamment la livraison de nourriture, de médicaments, de vêtements et de produits d'entretien. 	<ul style="list-style-type: none"> Trouver une solution locale, telle qu'une maison du voisinage, par exemple, pour mettre à l'abri les personnes vulnérables, à petite échelle, avec le soutien de la communauté locale. Tenir compte de l'impact social et sanitaire sur les populations particulières – personnes âgées, personnes ayant des besoins spécifiques, patients psychiatriques, personnes sans-domicile et autres personnes vivant dans des installations de soins à long terme. Dialoguer avec les représentants de ces groupes et nouer des partenariats avec des organismes s'occupant des groupes vulnérables, afin d'ajuster le soutien fourni.

Mesure	Recommandations pour les contextes où les ressources sont limitées	Aspects juridiques et éthiques	Mesures d'aide visant à réduire l'impact négatif
<p>Annulation ou adaptation des rassemblements de masse</p>	<ul style="list-style-type: none"> Appliquer la mesure dans la semaine suivant la détection d'une transmission locale et la maintenir en vigueur tout au long de la réponse à la pandémie. Décourager les grands rassemblements peut ralentir la propagation et éviter des cas de superpropagation. Les règles doivent faire l'objet d'une communication large qui fixe, de façon claire et cohérente, des plafonds en termes de nombre de participants ou de densité (par exemple, une personne pour 3 mètres carrés), et ménage des dérogations raisonnables pour les services essentiels. Il faut faire particulièrement attention à maintenir la continuité des fonctions gouvernementales (organes législatifs, justice, élections) et d'autres services essentiels. 	<ul style="list-style-type: none"> Fixer des règles claires et fondées sur des données factuelles (par exemple, un maximum de 50 personnes quelle que soit la taille du lieu où se déroule la manifestation, ou pas plus d'une personne pour 4 mètres carrés). Procéder à une mise en œuvre équitable, non discriminatoire et fondée sur des données factuelles, en veillant particulièrement à éviter une application injuste aux minorités ou à d'autres groupes vulnérables. Par exemple, ne pas interdire un rassemblement religieux tout en permettant une manifestation sportive ou un concert d'ampleur similaire. Il convient d'agir avec prudence lorsqu'il s'agit de restreindre la participation à des rassemblements culturellement sensibles, tels que des services religieux ou des obsèques. 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer des stratégies fondées sur des données probantes pour maintenir les services essentiels, tels que les marchés alimentaires, les structures médicales et les pharmacies, les véhicules et installations de transport public, les organes législatifs et les tribunaux, ainsi que les services de vote ou électoraux. Plutôt qu'une fermeture complète, ces services peuvent nécessiter des précautions supplémentaires en matière de distanciation et de procédures de nettoyage. Des mesures comme un accès alterné par région géographique ou par sexe ont été mises à l'essai dans plusieurs contextes. Diffuser à la radio ou à la télévision les manifestations de divertissement, sportives ou religieuses afin qu'elles restent accessibles. Dialoguer avec les leaders locaux et les leaders religieux pour que les décisions prises soient basées sur des valeurs et encourager leur adoption à l'échelle locale. L'adaptation de manifestations habituelles, en prévoyant par exemple des services religieux en extérieur ou par roulement, peut être utile dans les localités où l'annulation de rassemblements n'est pas envisageable. Travailler avec les leaders religieux pour mettre en avant et diffuser largement les enseignements religieux qui permettent la suspension temporaire d'une pratique religieuse collective ou individuelle en cas de risque sanitaire prouvé. Demander aux paroissiens de ne pas utiliser d'eau bénite et de s'abstenir de communier (catholiques) ; demander aux gens de faire leurs ablutions chez eux plutôt qu'à la mosquée ; demander aux plus faibles de prier à la maison (musulmans) ; annuler les grands rassemblements et diffuser les services en direct et en ligne ; demander aux chefs religieux d'encourager la distanciation physique mais aussi la poursuite de la prière.
<p>Fermeture des établissements scolaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> Si la fermeture anticipée des établissements scolaires et l'annulation de grands rassemblements d'enfants avant même qu'un cas ait été détecté au sein de la communauté peuvent être plus efficaces pour réduire la transmission, la mise en œuvre de ces mesures en réaction à l'identification d'un cas peut atténuer les incidences sur les familles et les moyens de subsistance. L'acceptation par la population peut être plus forte si l'on met en place des services de substitution pour la garde d'enfant, l'enseignement et la fourniture de repas. 	<ul style="list-style-type: none"> L'autorité compétente doit imposer des restrictions, selon les cas, en ce qui concerne les services de garde d'enfant, les crèches, l'école maternelle, l'enseignement primaire et secondaire, les grandes écoles et les universités, dans le public comme dans le privé. La loi doit préciser qui prend la décision et quels facteurs doivent être pris en compte avant d'opter pour la fermeture. La fermeture des établissements scolaires doit s'appliquer à l'ensemble de chaque juridiction, de façon équitable, non discriminatoire et fondée sur des données factuelles. L'aide à la subsistance et la protection de l'emploi doivent garantir que les enfants qui sont généralement nourris à l'école aient toujours suffisamment à manger chez eux et que les parents puissent rester chez eux pour garder leurs enfants. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des solutions de garde d'enfant aux soignants et aux autres personnels essentiels. Tenter de rattraper le temps d'école perdu et surveiller les retours en classe lorsque les établissements rouvrent. Offrir des options de remplacement pour l'éducation, notamment l'enseignement à domicile, l'accès aux livres ou encore l'apprentissage en ligne si des solutions existent. Collaborer avec les opérateurs de télécommunications pour subventionner l'accès à Internet sans fil à des fins éducatives. Utiliser des plateformes multiples afin de toucher le plus grand nombre d'enfants possible (radio ; télévision ; diffusion sur Internet en temps réel ; centre de ressources ; chaîne YouTube). Mettre à profit les chaînes de télévision existantes pour programmer des cours quotidiens en vue d'aider les enfants qui étudient seuls à la maison, leur proposer des stratégies d'apprentissage afin qu'ils évitent de décrocher, et les éduquer au sujet du virus. Travailler avec les fournisseurs d'accès pour étendre la couverture Internet à l'ensemble des élèves et des familles. S'associer aux opérateurs de téléphonie mobile de manière à fournir aux élèves du primaire et du secondaire un accès gratuit à des contenus éducatifs en ligne. Atténuer les effets disproportionnés de la pandémie sur les enfants qui rencontrent des obstacles à l'éducation et sur les groupes vulnérables. Éviter les rassemblements d'enfants en dehors des écoles. Faire comprendre aux parents qu'une fois les écoles fermées, les enfants doivent rester à la maison et limiter dans toute la mesure possible leurs contacts avec les autres. Permettre aux enfants de jouer ensemble ou de se réunir à l'extérieur irait contre l'effet recherché en fermant les écoles. Informers le plus tôt possible des fermetures d'écoles, de sorte qu'il soit possible de prendre d'autres dispositions pour la garde des enfants.

Mesure	Recommandations pour les contextes où les ressources sont limitées	Aspects juridiques et éthiques	Mesures d'aide visant à réduire l'impact négatif
<p>Fermeture des marchés</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les marchés peuvent être des zones où circule une population très dense et il y a donc un potentiel de transmission. Cependant, l'impact de la fermeture des marchés peut avoir des incidences importantes sur la sécurité alimentaire des familles et sur la subsistance économique de groupes vulnérables. Les effets produits sur les chaînes d'approvisionnement des régions rurales vers les zones urbaines sont susceptibles d'entraîner des pénuries alimentaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Afin de décourager les déplacements vers les marchés tout en assurant toujours aux vendeurs un certain niveau de revenus, les municipalités ont également la possibilité d'assouplir provisoirement l'application des arrêtés qui empêchent les citoyens de commercer devant chez eux ou sur des marchés locaux plus modestes. Envisager des politiques visant à lutter contre le gonflement des prix, en se penchant à la fois sur la quantité et le prix des marchandises de première nécessité (par exemple, gel des prix ; rationnement des aliments essentiels ; plafonnement des prix). Ainsi, le Sri Lanka a plafonné les prix de produits alimentaires essentiels comme les œufs, les lentilles et le poisson. Étudier l'option consistant à suspendre la TVA sur les produits alimentaires ; accorder des exemptions temporaires de taxes à l'importation sur les denrées les plus courantes. Envisager de prendre des mesures pour réduire le nombre de personnes présentes sur un marché à un moment donné, par exemple en allouant des jours par quartier ou par sexe (par exemple, les hommes le lundi, le mercredi et le vendredi, et les femmes le mardi, le jeudi et le samedi). 	<ul style="list-style-type: none"> Veiller à ce que les responsables politiques locaux communiquent avec les dirigeants des marchés sur la meilleure manière de gérer les restrictions, voire une fermeture. Si les marchés doivent rester ouverts, déterminer conjointement où installer des postes de lavage des mains, ainsi que les moyens de réduire la densité en demandant aux marchands d'alterner leur jours de présence et en offrant des horaires différenciés pour les clients – personnes âgées etc. À en juger par l'expérience de l'Inde, qui vit jusqu'à présent un confinement national, il est également faisable d'ouvrir les marchés tous les deux jours et de les désinfecter dans l'intervalle, de même que de les laisser ouverts en permanence pour étaler l'afflux des clients. En raison de leurs situations diverses et des recettes incertaines, les vendeurs peuvent aussi être insuffisamment ciblés par les programmes de versement d'argent qui reposent sur une vérification indicative des revenus. Les pouvoirs publics peuvent envisager de mieux intégrer les commerçants dans les systèmes de protection sociale. À cet égard, la promesse que l'Afrique du Sud a faite de mettre en place un filet de sécurité pour les employés du secteur informel de l'économie en réponse à cette crise doit être suivie de près. Explorer la possibilité d'adopter ensemble de mesures agricoles pour faciliter l'accès des agriculteurs à des intrants cruciaux et à des garanties de crédit ou des prêts aux microentreprises et petites entreprises produisant des denrées alimentaires, dans le cadre d'une stratégie de soutien à la production alimentaire. Pour les pays dotés de stocks nationaux, envisager de débloquer davantage de nourriture dans le système en fonction des besoins de telle ou telle ville à un moment donné. Créer des « micromarchés », des marchés décentralisés, en particulier pour les produits frais et les aliments de base, afin de limiter les regroupements et les déplacements. Impliquer les marchands dans l'élaboration et la mise en œuvre de nouvelles mesures. Les former et leur communiquer des messages qu'ils puissent diffuser et promouvoir sur les marchés. Installer des postes de contrôle de la température et de lavage des mains aux entrées et aux sorties.
<p>Fermeture des lieux de travail</p>	<ul style="list-style-type: none"> Des ajustements volontaires tels que le télétravail, les horaires décalés et l'espacement des bureaux peuvent être encouragés dès qu'on a constaté une propagation au sein de la population. Si les restrictions imposées aux rassemblements de masse, l'isolement et la quarantaine ne permettent pas de ralentir suffisamment la propagation, de nouvelles fermetures peuvent être envisagées pour les entreprises non essentielles, en ayant soin de ne pas causer des difficultés financières indues. Les employés du secteur informel vivent souvent au jour le jour, avec très peu d'économies ou une capacité minimale à mettre de l'argent de côté. Quel que soit le secteur, tout ce qui interfère avec les déplacements vers le lieu de travail ou la demande de travail risque d'avoir des conséquences désastreuses sur les familles. La perte de revenus a d'autres effets en l'absence de filets de sécurité, dans la mesure où les gens peuvent être moins à même de payer l'eau et les services d'assainissement qu'il leur faut pour vivre ou de retourner dans leur région d'origine. 	<ul style="list-style-type: none"> Fixer des limites maximales de capacité pour les lieux de travail et les lieux publics. L'autorité compétente doit édicter des règles claires quant aux mesures qui s'imposent aux employeurs ou qu'ils sont encouragés à prendre. Définir clairement les services essentiels ou les employés qui sont dispensés des d'appliquer les mesures. 	<ul style="list-style-type: none"> Fixer une capacité maximale par mètre carré plutôt que par lieu de travail pour garantir une application non discriminatoire. Encourager le télétravail ou les horaires décalés, dans la mesure du possible, afin de limiter le risque de transmission. Mobiliser les employeurs et les employés. Fournir une attestation claire ou un laissez-passer aux travailleurs essentiels pour qu'ils puissent se rendre au travail et en revenir. Assurer l'accès des travailleurs essentiels à des transports publics sûrs. Prévoir des incitations financières et autres à l'intention des employeurs, telles que des exemptions de taxes ou d'autres subventions. Il convient d'examiner comment éviter de priver les gens de leurs moyens de subsistance, ou de leur verser des compensations si cela devient nécessaire. Bien que les gouvernements n'aient pas beaucoup de marge de manœuvre, une aide sous forme de virements directs pour les foyers pauvres peut limiter l'impact négatif de la mesure. Il faut évaluer la manière dont les personnes qui ont perdu leurs moyens de subsistance pourraient être réaffectées (en étant rémunérées) aux efforts de lutte contre la pandémie. Apporter un soutien exceptionnel aux familles pauvres et aux groupes marginalisés (par exemple, versements d'argent ; coupons alimentaire s; allocations alimentaire s; distribution de paniers-repas). Cela peut être fait par le gouvernement par l'intermédiaire des mécanismes de sécurité sociale existants ou en coopération avec des organisations internationales. Étudier l'idée d'un soutien aux travailleurs indépendants par un accès élargi aux programmes d'assistance sociale et d'emploi public existants. Envisager des paiements ad hoc ou un appui en nature pour les travailleurs informels, occasionnels, saisonniers et migrants. Fournir une assistance ciblée (prêt, allègement fiscal) à des secteurs précis pour protéger les entreprises, en particulier les microentreprises ainsi que les petites et les moyennes entreprises.

Mesure	Recommandations pour les contextes où les ressources sont limitées	Aspects juridiques et éthiques	Mesures d'aide visant à réduire l'impact négatif
<p>Confinement de la population ou mesures de cordon sanitaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> Il y a un risque élevé de discrimination et d'autres violations des droits fondamentaux pour la population ciblée, ce qui peut éroder encore la confiance accordée aux responsables de la santé publique. Si l'on promulgue une loi de mise en quarantaine de la population, il faut prévoir des services essentiels et des dispositions concernant les moyens de subsistance, l'accès à la nourriture et le soutien psychosocial. Les ordonnances de confinement limitant tous les déplacements entraînent une hausse des violences domestiques dans les foyers. La mise en application du confinement par la police et l'armée entraîne des violences et des abus de pouvoir. 	<ul style="list-style-type: none"> La liberté de circulation implique normalement le droit de se déplacer librement sur tout le territoire du pays. Des restrictions peuvent uniquement être imposées par la voie législative, dans un but légitime, à condition qu'elles soient proportionnées, y compris en prenant en compte leur impact. Appliquer la mesure de façon équitable, non discriminatoire et fondée sur des données factuelles, en veillant particulièrement à ne pas défavoriser les minorités ou d'autres groupes vulnérables. Garantir la disponibilité des produits répondant aux besoins de base, notamment la nourriture, l'eau, les médicaments, les produits d'assainissement et les services publics. Assurer l'accès de la population confinée aux services de santé et de sécurité, de sorte que des mesures adaptées soient prises pour protéger la population et diminuer la transmission. Réexaminer fréquemment la logique d'action. Élaborer un plan non violent et exempt d'hostilité pour que les forces de l'ordre puissent concourir, si nécessaire, à l'application de la mesure. 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre à disposition un hébergement supplémentaire ou fournir un soutien aux familles confrontées à des violences domestiques. Octroyer des laissez-passer ou des autorisations aux travailleurs essentiels et des dérogations au confinement (fournies et reconnues par la police et les autorités). S'assurer du soutien des responsables politiques et du grand public. Prévoir le moment opportun pour l'annonce de la mesure afin de réduire autant que possible le nombre de personnes cherchant à changer de lieu de résidence avant l'application. Examiner quelles catégories d'activités et de personnes pourraient être exemptées des restrictions. Atténuer l'impact économique à l'échelle régionale dans les zones confinées.
<p>Restrictions de déplacement à l'international et dépistage à l'entrée</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les restrictions de déplacement à l'international peuvent retarder mais pas empêcher l'importation de la maladie ; ce sont les États insulaires qui peuvent en tirer le meilleur profit. Le dépistage à l'entrée du territoire n'est pas efficace pour identifier les cas, même si les voyageurs qui arrivent doivent se voir fournir des informations sur la maladie et les personnes-contacts pour qu'ils se fassent tester et s'isolent si c'est nécessaire. Il pourrait être plus opérant si des guichets de test rapide étaient disponibles. Des limitations ciblées concernant les arrivées en provenance de foyers de transmission élevée sont éventuellement susceptibles de retarder l'importation du virus, mais elles ne présentent plus beaucoup d'intérêt une fois le virus importé. Si elles sont mises en œuvre, les restrictions de déplacement à l'international peuvent uniquement être imposées par la voie législative, dans un but légitime, à condition d'être proportionnées, y compris en prenant en compte leur impact. 	<ul style="list-style-type: none"> La liberté de circulation implique le droit de chacun d'entrer dans le pays dont il est ressortissant. Les restrictions peuvent uniquement être imposées par la loi, dans un but légitime, à conditions qu'elles soient proportionnées y compris en prenant en compte leur impact. Les mesures de santé publique mises en œuvre aux points d'entrée doivent être aussi peu intrusives et invasives que possible pour atteindre l'objectif de santé publique consistant à prévenir la propagation internationale de la maladie. Les fermetures de frontière ne doivent pas avoir pour effet de nier le droit des personnes de demander l'asile ni de les renvoyer là où elles sont victimes de persécutions ou de torture. Le dépistage à l'entrée doit être fondé sur des données factuelles, être non discriminatoire et non invasif. Les voyageurs doivent être traités avec dignité et respect. Le gouvernement ne doit pas facturer aux voyageurs internationaux la moindre dépense liée au dépistage, au traitement ou à la quarantaine, sauf si c'est conforme au Règlement sanitaire international. Le gouvernement doit informer l'OMS de toute fermeture de frontière ou d'autres mesures imposées aux voyageurs internationaux aux points d'entrée. 	<ul style="list-style-type: none"> Recueillir les renseignements requis concernant l'itinéraire et la destination des voyageurs pour permettre un traçage des personnes-contacts au besoin. Fournir aux voyageurs des informations sur la maladie et les personnes-contacts pour qu'ils se fassent tester et s'isolent si c'est nécessaire. Appliquer des politiques de lutte contre la pandémie qui évitent de geler le système international d'approvisionnement en produits médicaux et autres articles essentiels au moment où on en a le plus besoin. Veiller à ce que les risques pesant sur la chaîne d'approvisionnement et les transports soient évalués dans le cadre de processus d'achat, de gestion et de gouvernance. Développer des réseaux fiables, composés de fournisseurs, de clients, de concurrents et de responsables publics, qui soient axés sur la gestion des risques. Améliorer la visibilité des risques touchant ces réseaux, par le partage d'informations et l'élaboration d'outils normalisés d'évaluation et de quantification des risques.

Mesure	Recommandations pour les contextes où les ressources sont limitées	Aspects juridiques et éthiques	Mesures d'aide visant à réduire l'impact négatif
<p>Restrictions des déplacements internes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Durant la phase de confinement initiale, envisager d'imposer des restrictions des déplacements internes, combinées à des mesures sociales et de santé publique, afin de réduire le pic de la pandémie et de gagner du temps pour se préparer à l'épidémie dans d'autres juridictions; néanmoins, rien ne prouve le bénéfice à long terme de telles restrictions, sauf si d'autres mesures de distanciation sociale sont mises en place. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les restrictions portant sur le commerce et les voyages ne sont pas recommandées en vertu du Règlement sanitaire international. 	<ul style="list-style-type: none"> • Placer tous les passagers entrants en quarantaine pendant 14 jours à domicile avec un suivi ou dans un endroit mis à leur disposition, par exemple une chambre d'hôtel.